



LDC5  
5TH UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON THE  
LEAST DEVELOPED COUNTRIES

**Table ronde thématique de haut niveau 6**

# **Reprise durable après la pandémie et renforcement de la résilience des pays les moins avancés face aux chocs futurs**

**Mars 8, 2023**

**Doha time: 09h00 - 12h00**

**Thematic Roundtables Hall**

**Note d'orientation**

**#LDC5**

En première ligne de la pandémie de COVID-19, du changement climatique et d'une crise croissante de la dette, les pays les moins avancés (PMA) prennent de plus en plus de retard sur le reste du monde. L'escalade des conflits, notamment la guerre en Ukraine, exacerbe les crises alimentaire, énergétique, humanitaire et des réfugiés. Pour souligner l'importance d'un redressement durable, la table ronde de haut niveau 6 aborde les possibilités de mieux reconstruire et d'accroître la résilience des PMA face aux chocs futurs. Il est indispensable de mettre davantage l'accent sur le redressement durable, l'accès aux vaccins et le renforcement de la résilience dans les PMA pour éviter que le COVID-19 n'entraîne une décennie perdue pour le développement des PMA et pour que les objectifs de développement convenus au niveau international restent à la portée de ces pays. Le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés s'engage à fournir un soutien national et international adéquat pour garantir un accès équitable et abordable pour tous aux vaccins, aux produits thérapeutiques et aux produits de diagnostic du COVID-19. Il vise également à renforcer les systèmes de protection sociale inclusifs dans les pays les moins avancés, afin de lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité actuelles et les chocs futurs.

### **Chocs multiples interrompant la trajectoire de développement des PMA**

Les 46 pays les moins avancés représentent la partie la plus vulnérable de la communauté internationale confrontée à des crises et des chocs fréquents, notamment des épidémies sanitaires, des chocs sur les prix des produits de base et d'autres crises et instabilités économiques, des catastrophes naturelles et des phénomènes météorologiques extrêmes, qui sont exacerbés par le changement climatique. Ces chocs freinent le rythme du développement économique durable, exacerbent la pauvreté et mettent en péril la réalisation du programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable dans les PMA. Compte tenu également de la faiblesse de leur économie, de l'état de leurs infrastructures et de divers défis structurels, ces chocs peuvent faire dérailler gravement les trajectoires de développement des PMA, entraînant souvent un cycle de crises aiguës affectant des progrès socio-économiques déjà vulnérables. Le renforcement de la résilience face aux divers chocs et crises potentiels est la première ligne de défense pour protéger les vies et les moyens de subsistance des populations des PMA. Il est donc d'une importance vitale de réduire la vulnérabilité des PMA aux chocs économiques, sanitaires et environnementaux, de renforcer leur résilience et d'améliorer leur capacité à relever ces défis. Une meilleure prévention, une meilleure gestion des risques, ainsi que des infrastructures résilientes peuvent minimiser les effets négatifs des chocs multiples et créer de nouvelles opportunités pour transformer les systèmes et les sociétés des PMA.

### **Les crises qui frappent le plus durement ceux qui sont laissés-pour-compte**

La raison pour laquelle les PMA sont si lourdement frappés par divers chocs est en partie due à certaines de leurs topographies avec des lignes de faille géologiques, avec des risques de tremblements de terre, des plaines inondables et des zones côtières à haut risque de cyclones et de typhons. Les PMA sont également soumis à un plus grand degré d'instabilité économique en raison de leur dépendance à l'égard des produits de base et de structures d'exportation moins diversifiées. En outre, de nombreux PMA dépendent largement de secteurs tributaires du climat, comme l'agriculture et le tourisme, pour générer des revenus et des emplois, ce qui les rend très vulnérables aux chocs multiples.

Les catastrophes et les chocs ont souvent des conséquences socio-économiques de grande ampleur dans les pays les moins avancés et, dans le contexte actuel de forte interconnexion et de mondialisation, les chocs et leurs impacts ne peuvent être isolés mais ont souvent des retombées régionales, voire mondiales. Ceux-ci peuvent avoir un impact sur la paix, la stabilité et la sécurité régionales. Ces chocs peuvent souvent initier un cercle vicieux de crises interdépendantes, allant de l'insécurité alimentaire aux migrations internes et externes. Les systèmes de protection sociale dans les PMA sont souvent faibles ou sous-développés et en cas de crise, les gens doivent compter sur des filets de sécurité informels, qui peuvent être inefficaces et s'épuiser rapidement. Sans systèmes de protection sociale, la baisse des revenus des ménages peut rapidement entraîner une diminution de la consommation alimentaire et de la productivité, ainsi qu'une réduction des dépenses liées à l'éducation et à la santé. Ce phénomène est commun à l'ensemble des 46 PMA et, selon le FMI, la fréquence des chocs augmente fortement lorsque le niveau de revenu du groupe de pays diminue.<sup>1</sup> Plusieurs statistiques dressent un tableau similaire :

- En 2019, la moitié des dix pays les plus touchés par les impacts des phénomènes météorologiques extrêmes étaient des PMA. En outre, entre 2000 et 2019, deux des trois pays les plus touchés par les phénomènes météorologiques extrêmes étaient des PMA, à savoir le Myanmar et Haïti.<sup>2</sup>
- Au cours des 50 dernières années, les PMA ont connu 69 % des décès mondiaux causés par des catastrophes liées au climat (alors qu'ils sont touchés par 18 % des catastrophes et qu'ils représentent 13 % de la population mondiale).<sup>3</sup>
- De nombreux PMA, tels que l'Afghanistan, l'Éthiopie, le Mali, le Mozambique, le Niger, la Somalie, le Sud-Soudan, le Tchad et le Yémen, présentent un risque très élevé au regard de plusieurs indicateurs, notamment les risques et l'exposition, la vulnérabilité et le manque de capacité d'adaptation.<sup>4</sup>
- Sur la base des impacts économiques estimés causés par le COVID-19, les PMA devraient avoir besoin d'au moins 4 à 5 ans pour retrouver la trajectoire prévue dans le scénario de base en l'absence de la crise du COVID-19.<sup>5</sup>

## Accès aux vaccins et rétablissement du COVID-19

Alors que la pandémie de COVID-19 a commencé à se propager plus tard dans de nombreux PMA, leurs réponses ont également été plus limitées en raison de contraintes financières plus strictes. En fait, les PMA, en tant que groupe, n'ont augmenté leur soutien budgétaire direct et indirect pour le COVID-19 que de 2,6 % du PIB, contre 15,8% du PIB pour les pays développés.<sup>6</sup> Cet écart souligne le risque d'un monde de plus en plus inégalitaire dans lequel certains pays ne disposent pas des ressources financières nécessaires pour lutter contre le COVID-19. Il existe également un écart important entre le déploiement de la vaccination dans les différents pays. Plusieurs pays riches proposent des rappels vaccinaux alors que de nombreux PMA n'ont pas encore administré la moindre dose de vaccin. En date de novembre 2022, 41% de la population des

---

<sup>1</sup> FMI Document occasionnel 276 : Assessing Reserve Adequacy in Low-Income Countries, 2013

<sup>2</sup> David Eckstein, Vera Künzel, Laura Schäfer, [Germanwatch](#), Global Climate Risk Index, 2021

<sup>3</sup> Gabrielle Swaby, IIED, 2020 en revue : les impacts climatiques dans les pays les moins développés, 2021

<sup>4</sup> Commission européenne, [INFORM Risk : Country Profile](#)

<sup>5</sup> Namsuk Kim, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, [Combien de temps faudra-t-il aux PMA et aux petits États insulaires en développement pour se remettre des impacts de COVID-19](#), 2020

<sup>6</sup> Rapport sur le financement du développement durable 2021 (FSDR)

PMA avait reçu au moins une injection, contre 75 % dans les pays développés (34% de personnes totalement vaccinées contre 69% respectivement).<sup>7</sup>

L'inégalité actuelle en matière de vaccins est alarmante non seulement pour les PMA mais aussi pour les pays développés. L'accès aux vaccins dans les PMA est essentiel pour protéger le monde entier contre les variantes dangereuses du virus et pour mettre fin à la pandémie. Le manque d'accès équitable à des vaccins sûrs et efficaces contre le COVID-19 dans les PMA prolonge l'incertitude économique mondiale, exacerbe les impacts socio-économiques et entraîne des pertes de vies et des souffrances continues. L'accès mondial aux vaccins COVID-19, COVAX<sup>8</sup>, vise à accélérer le développement et la fabrication des vaccins COVID-19, et à garantir un accès juste et équitable pour tous les pays du monde. Malgré cette collaboration mondiale sans précédent, il est absolument nécessaire d'intensifier et d'accélérer les livraisons aux pays les plus pauvres.

En plus de garantir l'accès aux vaccins, les PMA et leurs partenaires doivent s'attaquer à l'impact socio-économique généralisé causé par la pandémie. L'élément central de la réponse à l'épidémie de COVID-19 est de combler les lacunes qui ont empêché les PMA de mettre en place de solides mesures de lutte contre la pandémie et de veiller à ce que les communautés les plus marginalisées bénéficient des infrastructures de base nécessaires pour continuer à participer à la production, à l'éducation et aux soins de santé. Les efforts de redressement devraient également contribuer directement à la réalisation du programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable, et donc à la construction d'un avenir plus durable et plus résilient. De nombreux PMA manquent toutefois de capacités et de ressources financières pour investir dans le redressement et la résilience. Il existe aujourd'hui une demande plus importante que jamais pour que de nouvelles initiatives de financement et de nouveaux acteurs soutiennent la reprise durable et inclusive dans les PMA.

## **La voie à suivre**

Le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés fixe un objectif concret consistant à apporter l'appui nécessaire au Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre le COVID-19 et aux autres initiatives pertinentes afin que toutes les personnes concernées puissent être vaccinées contre le COVID-19 dès que possible et que 70 % de la population des pays les moins avancés le soient d'ici à la mi-2022. En outre, le programme d'action fixe un objectif visant à promouvoir et encourager le transfert de technologie à des conditions mutuellement convenues afin d'accroître les capacités de production à tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement en vaccins et en tout autre produit lié à la santé dans les diverses régions des pays les moins avancés. La réalisation de ces objectifs, ainsi que d'autres objectifs définis dans le programme d'action, est urgente.

La pandémie de COVID-19 et les impacts en cascade de la guerre en Ukraine ont clairement démontré la nécessité d'améliorer les capacités d'atténuation des catastrophes des PMA et de renforcer leur résilience. Conformément au Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, il est

---

<sup>7</sup> Réponses du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et du CDP sur le COVID-19 dans les PMA [LDC-vaccine-30-Nov-22.pdf \(un.org\)](#)

<sup>8</sup> Menée conjointement par Gavi, la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) et l'OMS.

également nécessaire de renforcer davantage la préparation aux catastrophes pour les interventions d'urgence, notamment en intégrant la réduction et l'atténuation des risques de catastrophe dans les politiques et programmes nationaux, en prenant des mesures précoces en prévision des crises et en veillant à ce que les capacités soient en place pour une intervention et un rétablissement efficaces à tous les niveaux. Il est également important de souligner dans ce contexte que les critères de reclassement des PMA incluent la vulnérabilité structurelle aux chocs économiques et environnementaux, ce qui souligne le rôle central que joue le renforcement de la résilience pour que les PMA puissent sortir de cette catégorie.

Dans le contexte actuel, garantir l'égalité d'accès aux vaccins COVID-19 est une première étape essentielle. Cependant, le renforcement de la résilience et la préparation aux chocs futurs doivent être intensifiés de manière générale. À cet égard, le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés fixe comme objectif d'appuyer et de renforcer le dispositif d'alerte rapide multirisque existant et les mesures d'atténuation des crises liées à des risques multiples et les mesures de renforcement de la résilience pour les PMA. Ces mesures à établir ou à revitaliser aux niveaux national, régional et mondial couvriraient la réponse à divers types de catastrophes et de chocs, y compris les pandémies. Cela permettrait aux pays de sauver des vies et d'économiser de l'argent, d'accélérer les temps de réponse et d'apporter plus de prévisibilité et de rigueur à leur réponse aux chocs et aux crises. À cet égard, les plans de relance de l'après COVID-19 offrent de nouvelles possibilités de catalyser une croissance économique plus verte, d'investir dans les énergies renouvelables et les infrastructures résilientes, d'éviter la déréglementation environnementale, de s'attaquer aux principaux facteurs de risque de catastrophe et de construire ainsi un avenir plus résilient pour les PMA.

**Questions directrices** : Les orateurs, les panélistes et les participants, lorsqu'ils interviennent, doivent être guidés par les questions pertinentes suivantes :

1. Comment la communauté internationale peut-elle aider les PMA à accéder aux vaccins COVID-19 et à atteindre les objectifs pertinents du programme d'action de Doha ?
2. Comment les PMA peuvent-ils améliorer leur préparation aux crises et leur résilience aux chocs futurs, compte tenu de leur vulnérabilité aux crises et chocs multiples, notamment les crises alimentaires, énergétiques et financières ?
3. Quelles sont les dernières innovations permettant de renforcer la résilience des PMA et de réduire leur vulnérabilité aux chocs économiques, sanitaires et environnementaux ?
4. Comment les PMA peuvent-ils établir un partenariat avec le secteur privé pour co-développer des instruments financiers innovants, notamment pour gérer le risque résiduel, par exemple par le biais d'obligations, de produits d'assurance et d'autres mécanismes de financement conditionnel ?
5. Comment la mise en œuvre du programme d'action de Doha peut-elle être utilisée au mieux pour promouvoir le redressement et le renforcement de la résilience dans les PMA ?
6. Comment les partenaires de développement, le système des Nations Unies et les autres parties prenantes peuvent-ils aider les PMA à réaliser le résultat attendu du programme d'action de Doha concernant les mesures globales d'atténuation des crises multirisques et de renforcement de la résilience ?